



L'ONG accuse l'armée camerounaise d'exactions de toutes sortes contre les civils, allégations rejetées catégoriquement par le gouvernement qui soupçonne Human Rights Watch d'être partisane des bandes armées dans le Nord-Ouest et le Sud-ouest.

Lire l'intégralité de la déclaration de René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication et porte parole du gouvernement.

Mesdames, Messieurs ;

Dans l'édition 2019 de son rapport mondial, l'ONG internationale Human Rights Watch a, une fois de plus, sous le titre « Cameroun, Evénements de 2018 », violemment pris à partie les Forces de défense et de sécurité camerounaises, dans la lutte qu'elles mènent contre les bandes armées de sécessionnistes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Les Forces nationales de défense et de sécurité sont en effet accusées « d'exactions et autres graves atteintes aux droits de l'Homme, dirigées sur les cibles civiles ». Ledit rapport fait également état « d'exécutions extrajudiciaires, d'usage excessif de la force envers les civils, de torture de terroristes capturés et d'incendies de maisons et d'autres biens appartenant aux populations.»

En dénonçant de prime abord une tendance systématique de certaines organisations humanitaires à discréditer les pouvoirs publics, le Gouvernement camerounais rejette catégoriquement ces accusations, portées inconsidérément contre des Forces républicaines, engagées dans un combat pour la préservation de l'intégrité territoriale de l'Etat et la protection des personnes et des biens, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et ce, conformément à leurs obligations régaliennes, dans le strict respect des conventions internationales en matière des droits de l'Homme, et parfaitement conscientes de leur responsabilité.

De toute évidence, dans la présentation qu'elle fait de la situation sur le terrain, l'ONG Human Rights Watch trahit comme un parti pris en faveur des bandes armées, en relativisant, voire en minorant la responsabilité de ces groupes dans les atrocités perpétrées dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le Gouvernement estime, en effet, qu'il est absolument inconséquent voire malsain, de vouloir mettre sur un pied d'égalité ou loger à la même enseigne, d'un côté, ceux qui, incarnant la puissance publique, font un usage légitime, réfléchi et mesuré de la force, et de l'autre, des hors-la-loi, qui usent illégalement de la force à des fins destructrices, malveillantes et nuisibles. Car, il est indéniable que les atrocités les plus criantes, les intimidations, les enlèvements de citoyens innocents, les incendies d'infrastructures, notamment d'hôpitaux, tel celui récent de Muyuka, les menaces de toute nature qui imposent les villes mortes, la fermeture de nombreux établissements scolaires, avec tout le préjudice imaginable sur la scolarité des enfants, ne sont pas, et ne sauraient être le fait des Forces camerounaises de Défense et de Sécurité, mais, bel et bien, le fait des bandes armées sans foi ni loi et en totale perdition.

Au demeurant, les opérations des Forces de défense et de sécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ciblent essentiellement les campements et autres cachettes des bandes armées sécessionnistes ayant pris en otage de paisibles populations.

Dans ces conditions, le Gouvernement estime que le bon sens, la logique, le sens des responsabilités, la conscience collective exigent, que soient condamnés sans réserve, ces hors-la-loi et leurs actes odieux, en même temps qu'ils commandent, pour le moins, de louer l'action des pouvoirs publics, et singulièrement, celle de nos Forces de défense, quitte, s'il en est besoin, à les exhorter à continuer d'accomplir leur noble mission avec discernement, professionnalisme, abnégation et responsabilité, ce d'autant que beaucoup, ce faisant, ont payé de leur vie.

Le Gouvernement réaffirme que, dans le combat qu'elles mènent contre les bandes déstabilisatrices dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les Forces nationales de Défense et de Sécurité sont parfaitement dans leur rôle régalien, celui d'assurer la protection de la Nation et des populations, dans le respect des valeurs républicaines, face à des hors-la-loi qui tuent sans pitié et sèment la terreur et la désolation. Qui plus est, nos Forces s'illustrent de manière significative et sans compter, par de nombreuses actions civilo-militaires, notamment, au plan socio-économique, au profit des populations concernées.

Des actions qui vont d'ailleurs s'intensifier avec la mise en œuvre en cours du Plan d'urgence humanitaire décidé par le chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya.

Aussi, le Gouvernement tient-il à souligner que la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'est nullement en cours de dégradation, mais, bien au contraire, en phase de reprise en main progressive par les Forces nationales de défense et de sécurité.

Le Gouvernement en appelle donc, une fois de plus, au sérieux, à l'objectivité et au sens de responsabilité de nos partenaires humanitaires, qu'il s'agisse de Human Rights Watch ou des autres, dans leur appréciation des faits et de nos réalités, mais davantage, pour une meilleure compréhension et une prise en compte judicieuse de nos enjeux du moment, ainsi que de nos impératifs fondamentaux d'unité, de paix et de cohésion sociale, s'ils entendent rester crédibles à nos yeux et préserver leurs relations avec le Cameroun.

En ce qui le concerne, le Gouvernement continuera d'œuvrer de façon résolue et déterminée, pour un retour définitif à la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, tout en faisant valoir les vertus du dialogue, de la tolérance et du pardon, comme en témoignent, du reste, les multiples mesures d'apaisement, d'absolution et d'implication directe des populations dans la gestion des affaires les concernant, constamment prises par Monsieur le président de la République, Son Excellence Paul Biya.

Je vous remercie de votre attention.
